

AIDES

Présidentielle 2017 : manifeste pour un virage citoyen

- Communiqué 20.04.2017

Présidentielles 2017 : changer de méthode pour changer de cap

Cette campagne est décidément bien étrange. C'est la confirmation, s'il en fallait encore une, qu'un changement radical de méthode et de cap est nécessaire. Voilà maintenant plusieurs mois que la surenchère sécuritaire et les « affaires » polluent l'espace public. Ce climat délétère empêche l'émergence de tout débat de fond sur des sujets pourtant vitaux pour notre avenir commun. Bref disons-le clairement : cette campagne électorale n'est pas à la hauteur. Elle ne répond pas aux grands défis actuels, elle ne s'attaque pas aux racines des problèmes qui minent notre société et elle ouvre un boulevard toujours plus large aux forces populistes et rétrogrades.

Pour nous, acteurs-trices du changement et de la transformation sociale, la résignation n'est pas une option. Convaincus-es qu'un sursaut citoyen pourra nous sortir de l'impasse, nous parlons aujourd'hui d'une seule voix pour réaffirmer les valeurs qui nous lient et proposer une autre vision du monde. Il est temps de reconstruire ensemble un idéal commun et de faire prendre à notre société un nouveau virage. Un virage vers le progrès social. Vers une société où tous et toutes ont les mêmes droits, des droits effectifs qui reposent sur la solidarité. Un virage résolument citoyen.

Chaque jour sur le terrain nos organisations agissent en se confrontant au réel. Nous mobilisons des milliers de personnes pour défendre pied à pied notre bien commun le plus élémentaire : les droits fondamentaux. Le droit de chacun-e à vivre dignement, à être soigné-e correctement, à se déplacer, s'informer et s'exprimer librement, à être reconnu-e socialement, à vivre dans un environnement sain et à bénéficier du respect total de sa vie privée. Ensemble, nous défendons la solidarité, ici et ailleurs, aujourd'hui et demain. Nous agissons avec les personnes en situation de pauvreté, confrontées à la maladie, discriminées, menacées par les multiples risques sanitaires et écologiques.

Nous savons à quel point ces défis sont immenses et nous voulons peser en imposant la légitimité de ces sujets. Nous n'acceptons pas que le débat public soit pollué par celles et ceux qui proposent pour seul programme le repli identitaire et l'exclusion des plus vulnérables.

Il est temps que notre société apporte des solutions conformes au bien commun et à un avenir partagé, seul moyen de répondre aux enjeux considérables que sont la lutte contre la pauvreté et les inégalités, la transparence et l'exemplarité de la vie politique, la transition écologique, l'accès inconditionnel à la santé et à un logement décent, le devoir d'hospitalité, le respect des droits fondamentaux dans la transformation numérique, la promotion de la justice sociale et environnementale, la sécurisation des libertés publiques dans le contexte de risque terroriste.

Ces sujets méritent davantage qu'un addendum en fin de programme. Ils doivent être au cœur du débat. Mieux, les réponses politiques qu'ils exigent doivent se construire collectivement et s'appuyer sur l'expertise des citoyens-nes, des personnes concernées, des organisations et de la société civile. Le monde associatif et militant, les millions de citoyens-nes qui agissent au quotidien montrent partout qu'une autre voie est possible.

Nous savons qu'il faudra du temps pour changer durablement de cap. Nous savons que le sursaut citoyen que nous appelons de nos vœux ne se produira pas en un claquement de doigts. Mais il n'est plus temps d'attendre. Nous sommes prêts, ensemble, plus déterminés que jamais. Pour citer Elizabeth Plum, activiste américaine et opposante féroce à la politique de Donald Trump : « notre lutte ne sera pas un sprint, mais un marathon. ».

Plus d'infos sur www.viragecitoyen.org



Signataires

Aurélien Beaucamp, Président de AIDES

Jean-François Julliard, Directeur de Greenpeace France

Philippe Aigrain, co-fondateur et président de La Quadrature du Net

Françoise Dumont, Présidente de la LDH

Geneviève Jacques, Présidente de La Cimade

AIDES est une association française de lutte contre le VIH/sida et les hépatites, qui, dans une approche globale en santé, entend transformer la société toute entière. AIDES s'attaque à tous les facteurs de vulnérabilité qui entravent l'accès aux soins et à la prévention tels que les discriminations, la précarité sociale, financière et affective, les politiques répressives, les inégalités de santé et d'accès

aux droits, les stigmatisations, etc. En luttant pour les droits des personnes vivant avec le VIH ou une hépatite et de toutes les populations les plus exposées au risque de contamination, en bousculant les représentations, en faisant évoluer le contexte politique, social, thérapeutique, AIDES milite pour une société plus égalitaire, plus juste, plus protectrice, plus inclusive et plus émancipatrice.

Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement, la biodiversité et promouvoir la paix. Elle s'appuie sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagé-e-s pour construire un monde durable et équitable. Nous sommes convaincus que chacun peut apporter sa pierre à l'édifice, qu'ensemble et avec nos alliés, nous pouvons changer un système qui repose trop souvent sur l'oppression, les inégalités et la cupidité d'un petit nombre. Nous voulons agir sur les causes des atteintes à l'environnement, des inégalités et des conflits.

La Cimade a pour but de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes.

La Cimade inscrit son engagement dans la perspective d'un monde plus juste. Forte d'une action de terrain auprès des personnes étrangères à toutes les étapes de leurs parcours (accueil dans des permanences sur l'ensemble du territoire, y compris Outre-mer, hébergement de demandeurs d'asile à Béziers et de réfugiés à Massy, présence dans huit centres de rétention administrative et 75 établissements pénitentiaires, défense des droits des personnes migrantes dans les pays d'origine, de transit et d'accueil avec des associations partenaires dans les pays du Sud), La Cimade intervient auprès des décideurs par des actions de plaidoyer, informe et sensibilise l'opinion publique sur les réalités migratoires et construit des propositions pour changer les politiques migratoires.

La Ligue des droits de l'Homme met au centre de ses actions la défense des libertés publiques, de la démocratie et de la capacité à faire société. Face à l'idée fausse que sécurité et liberté ne peuvent plus aller ensemble, elle s'oppose à un État d'urgence perpétuellement prolongé. Alors que notre pays dispose d'un vaste dispositif législatif pour lutter contre le terrorisme. Elle est aussi conduite à devoir combattre le détournement de la laïcité en moyen d'exclusion dirigé, en particulier, contre l'islam. Notre société a au contraire besoin que la laïcité assure la neutralité de l'État et des collectivités territoriales tout en protégeant la liberté de conscience et la liberté de manifester son appartenance religieuse dans la sphère publique (loi de 1905). Contre toutes les constructions d'exclusions qui passent par des affirmations prétendument identitaires, il s'agit de mettre en pratique les valeurs permettant de « faire société ».

La Quadrature du Net défend les droits et libertés à l'ère du numérique. Elle promeut une législation et des politiques numériques fidèles aux valeurs qui ont présidé au développement d'Internet, notamment sur les questions de liberté d'expression, de respect de la vie privée, de droit d'auteur et de régulation du secteur des télécommunications. La Quadrature du Net agit en défense des droits fondamentaux contre la censure, la surveillance, les atteintes à la vie privée, le non-respect de la neutralité du Net, et en défense des Communs.